

II. RÉGIMES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

1) CADRE GÉNÉRAL

1. En vertu de la Constitution de 1982, la Turquie est une démocratie parlementaire pluraliste ainsi qu'un État laïque et social, régi par la règle de droit. La Constitution prévoit l'indépendance de la justice et reconnaît à tous les citoyens des droits fondamentaux. Le Président de la République, qui est élu par le Parlement pour une période de sept ans non renouvelable¹, dispose de larges pouvoirs de supervision; il nomme le Premier Ministre et les autres ministres. Le Président, le Premier Ministre et le Cabinet constituent l'exécutif; ils sont responsables devant le Parlement, qui détient le pouvoir législatif. Le Parlement, appelé Grande Assemblée nationale turque, compte 550 membres, élus au suffrage universel tous les cinq ans, selon un système de représentation proportionnelle.² La Cour constitutionnelle est l'instance judiciaire suprême, devant la Cour de cassation, le Conseil d'État, la Cour des comptes, la Cour de cassation militaire et le Tribunal administratif supérieur militaire. Le Parlement a adopté, le 28 septembre 2006, la Loi n° 5548, qui vise à améliorer l'administration publique grâce à une réglementation de qualité supérieure³; elle a institué un médiateur, dont la mission est de traiter les réclamations de personnes physiques et morales en rapport avec des actes administratifs.

2. En général, les politiques publiques sont formulées et appliquées par voie législative. Les projets de loi sont présentés au Conseil des ministres par le ministre compétent. Après leur adoption par le conseil, ils sont soumis au vote du Parlement monocaméral. Les membres du Parlement peuvent aussi présenter des propositions de lois à l'Assemblée nationale. Elles sont d'abord adressées pour examen aux sous-commissions permanentes du Parlement ainsi qu'à des ONG et à d'autres autorités et experts compétents. Après avoir été votés par le Parlement, les projets de loi sont signés par le Président; ils entrent en vigueur lors de leur publication au Journal officiel. Des mesures de politique peuvent également être prises en Conseil des ministres par voie de décrets qui doivent être publiés au Journal officiel.⁴

3. Les procédures générales suivies en Turquie pour formuler et appliquer la politique commerciale n'ont pratiquement pas changé depuis le précédent examen qui a eu lieu en 2003.⁵ Le Sous-Secrétariat au commerce extérieur du Premier Ministre (UFT) continue à formuler, à administrer et à coordonner la politique nationale en ce domaine. Selon la nature du problème, il consulte les ministères compétents et d'autres institutions qui participent aussi, directement ou indirectement, à l'élaboration et/ou à l'exécution de la politique du commerce extérieur: les Ministères des affaires étrangères, de l'industrie et du commerce, des finances, de l'agriculture et des affaires rurales, de la

¹ En mai 2007, à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle, la décision a été annoncée d'amender la Constitution pour faire élire le Président au suffrage universel. De ce fait, les élections, prévues à l'origine pour novembre 2007, ont eu lieu le 22 juillet 2007.

² Pour avoir des sièges, un parti doit obtenir au moins 10 pour cent des votes exprimés au niveau national.

³ La Cour constitutionnelle a suspendu la Loi n° 5548 pour vérifier si le rattachement du médiateur à l'Assemblée nationale et sa nomination par elle étaient conformes à la Constitution. La décision de la Cour n'a pas encore été rendue.

⁴ Les régimes des importations et des exportations, les mesures de sauvegarde, la surveillance des importations et la prévention de la concurrence déloyale sur ces dernières font l'objet de décrets.

⁵ L'organisation institutionnelle générale de la Turquie a été décrite en détail dans OMC (1998).

santé, de la culture et du tourisme, de l'énergie et des ressources naturelles, de l'environnement et des forêts; le Sous-Secrétariat de l'Office national de planification, les sous-secrétariats au Trésor et aux douanes; la Banque centrale; l'Institut turc des brevets; la Direction de la concurrence; la Direction des marchés publics; l'Agence de réglementation et de contrôle des banques; la Direction des télécommunications; l'Agence de réglementation du marché de l'énergie; l'Office du sucre; l'Agence de réglementation des marchés du tabac, des produits du tabac et des boissons alcoolisées; l'Agence des marchés publics; la Banque de crédit à l'exportation ("Turk Eximbank"). Le Sous-Secrétariat au Trésor est responsable des questions relatives aux investissements étrangers directs en Turquie par le truchement de la Direction générale des investissements étrangers (DGIE) (section 4) ci-dessous).

4. Le secteur privé et les ONG contribuent à la formulation de la politique commerciale en faisant connaître leurs vues à l'UFT, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Union des chambres et des bourses de commerce (TOBB), de l'Assemblée des exportateurs turcs (TIM), de l'Association turque des entrepreneurs et industriels (TUSIAD), de l'Association indépendante des entrepreneurs et industriels (MUSIAD), du Conseil des relations économiques extérieures (DEIK) ainsi que des chambres de commerce locales et associations d'exportateurs. Il y a parfois des consultations avec des universités et des instituts de recherche comme la Fondation pour le développement économique (IKV), l'Association turque du commerce extérieur (TURKTRADE) et le Centre de promotion des exportations (IGEME). L'UFT procède régulièrement à l'examen et à l'évaluation des politiques commerciales. Les régimes d'exportation et d'importation ainsi que la législation sur la normalisation sont revus chaque année et actualisés en cas de besoin. Les opinions du secteur privé, ONG comprises, sont généralement prises en considération tout au long du processus (bien que ce ne soit pas une obligation juridique).

5. En Turquie, la hiérarchie des normes juridiques est la suivante: la Constitution, les lois, les décrets, les règlements, les règlements d'application, les décisions du Conseil des ministres et d'autres actes administratifs comme les circulaires. Les accords internationaux dûment ratifiés, dont ceux relatifs à l'OMC, ont force de loi en Turquie: leurs dispositions s'appliquent en cas d'incompatibilité entre eux et la loi interne, qui doit être amendée conformément aux engagements internationaux du pays. Les Accords de l'OMC et les relations commerciales, actuelles et futures, de la Turquie avec les Communautés européennes (CE) sont les principaux facteurs qui déterminent le régime national des échanges. Depuis le dernier examen, la Turquie a modifié sa législation, notamment en matière de droits de la propriété intellectuelle, et adopté de nouveaux textes, en particulier sur les mesures de sauvegarde, pour se conformer à ses obligations découlant de l'acquis communautaire et des Accords de l'OMC (tableau AII.1). Le principal texte relatif aux échanges internationaux est la Loi sur le commerce extérieur (n° 2976 de 1984); les investissements en général sont réglementés par le Code du commerce; les investissements étrangers, en particulier, sont régis par la Loi sur l'investissement étranger direct (n° 4875 de 2003) et par le communiqué y afférent (section 4) ci-dessous).

2) OBJECTIFS DE POLITIQUE COMMERCIALE

6. Le principal facteur de la politique commerciale turque a été l'union douanière avec la Communauté européenne. C'est pourquoi la Turquie a aligné son dispositif législatif sur l'acquis communautaire. En juin 2003, elle a adopté le Programme national pour la reprise de l'acquis communautaire (PNAA) et un plan national est actuellement préparé qui s'inscrit dans le cadre des priorités du "Partenariat pour l'adhésion de la Turquie", décidé par le Conseil européen le 23 janvier 2006 (section 3) ii) a)).

7. Au niveau national, l'un des principaux objectifs de la stratégie nationale à long terme 2001-2023, définie par le Sous-Secrétariat de l'Office national de planification, est une structure de production orientée vers l'exportation et à fort contenu technologique, qui fait une large place aux

produits et services à forte valeur ajoutée. L'objectif est de soutenir les activités exportatrices, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME), par les moyens suivants: crédits, garanties et assurances offerts par la Turk Eximbank; poursuite de l'harmonisation de la législation sur les investissements étrangers avec les règles communautaires; allègement des formalités administratives imposées aux exportateurs; et amélioration des infrastructures de base.

8. Afin d'améliorer ses performances à l'exportation, la Turquie s'est aussi lancée dans une politique de marques. L'UFT a pris des mesures pour rehausser l'image des produits turcs dans le monde et apporter un soutien stratégique aux entreprises nationales et aux associations d'exportateurs et de producteurs. En outre, le gouvernement s'est fixé pour objectif un montant d'exportations de 125 milliards de dollars EU en 2009, dans le cadre d'un plan stratégique triennal (2007-2009) de promotion des exportations.⁶

9. Le neuvième plan de développement de la Turquie, qui couvre la période 2007-2013, a pour but principal de renforcer la compétitivité, notamment par les moyens suivants: amélioration du cadre des affaires, recul de l'économie informelle, amélioration de la qualité et de l'efficacité des services publics, développement des régions, modernisation des infrastructures d'énergie et de transport.⁷ La Turquie examine également diverses mesures destinées à augmenter la productivité en développant les infrastructures d'information et de communication (TIC).

3) ACCORDS COMMERCIAUX

10. La Turquie participe à plusieurs accords commerciaux régionaux, l'union douanière avec les CE étant sa priorité. En vertu de la Décision du Conseil d'association (décision sur l'union douanière – DUD) n° 1/95 du 6 mars 1995, qui prévoit l'union douanière avec les CE, la Turquie aligne progressivement son régime préférentiel sur celui des CE, y compris le Système généralisé de préférences (SGP). La Turquie a également passé un accord de libre-échange avec l'AELE et fait partie du Partenariat euroméditerranéen, qui a pour but d'établir une zone de libre-échange dans la région d'ici à 2010. Elle cherche à conclure un ensemble d'accords commerciaux bilatéraux avec les pays du sud de la Méditerranée. Elle participe aussi à l'Organisation de coopération économique et à la Coopération économique de la mer Noire. L'appartenance de la Turquie à plusieurs accords commerciaux rend le régime des échanges compliqué et difficile à gérer. De futurs accords commerciaux pourraient ajouter à la complexité et éloigner le pays du multilatéralisme, eu égard à ses ressources limitées.

i) OMC

11. La Turquie est devenue Membre originel de l'OMC le 26 mars 1995.⁸ Elle accorde au moins le traitement NPF à presque tous les Membres de l'OMC.⁹ Elle n'est signataire d'aucun des accords

⁶ Informations en ligne de l'État turc. Adresse consultée: http://www.intracen.org/execforum/ef2006/Branding-14-16-June-Bucharest/Papers/ASIM-CALIS_Turkey.pdf [1^{er} juin 2007].

⁷ Décision n° 877, datée du 28 juin 2006, sur l'adoption par le Parlement du neuvième plan de développement 2007-2013. Le huitième plan de développement couvrait la période 2001-2005 (voir OMC, 2003).

⁸ Le texte intégral de l'accord instituant l'OMC a été publié dans le Journal officiel n° 22213 du 25 février 1995 (voir le document de l'OMC G/TBT/2/Add.33 du 18 juin 1997).

⁹ Dans le contexte de l'accession de la République d'Arménie à l'OMC, la Turquie a invoqué l'article XIII (Non-application des accords commerciaux multilatéraux entre des Membres) de l'Accord de

plurilatéraux issus du Cycle d'Uruguay, mais elle a le statut d'observateur au Comité des marchés publics et au Comité du commerce des aéronefs civils; elle est aussi partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). La liste des plus récentes notifications présentées par la Turquie à l'OMC figure au tableau II.1.

Tableau II.1
Exemples de notifications à l'OMC en 2007

Accord OMC	Description de la prescription	Périodicité	Notification la plus récente	Remarques
Agriculture (article 18:2)	Soutien interne	Annuelle	G/AG/N/TUR/14 30 mai 2002	Engagements en matière de soutien interne pour 2001
Agriculture (articles 10 et 18:2)	Subventions à l'exportation	Annuelle	G/AG/N/TUR/13 16 août 2001	Engagements en matière de subventions à l'exportation pour 2000
Agriculture (article 18:2)	Mesures de la catégorie verte	Annuelle		La Turquie n'a notifié aucune mesure.
Mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (article 18.5)	Lois, décrets et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/ADP/N/1/TUR/3/Suppl.3 12 octobre 2006	Copie de la législation pertinente
Mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (article 16.4)	Mesures antidumping prises	Biannuelle	G/ADP/N/153/TUR 22 mars 2007	Mesures antidumping prises du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2006
Mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (article 16.5)	Autorités compétentes	Une fois, puis lors de modifications	G/ADP/N/14/Add.9 20 octobre 2004	
Procédures de licences d'importation (article 7:3)	Questionnaire sur les procédures de licences d'importation	Annuelle	G/LIC/N/3/TUR/6 23 octobre 2006	
Procédures de licences d'importation (articles 1:4 a) et 8:2 b))	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/LIC/N/1/TUR/4 G/LIC/N/3/TUR/5 30 septembre 2003	Copie de la législation pertinente
Règles d'origine (article 5 et Annexe II 4))	Règles d'origine non préférentielles et préférentielles	Dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de l'Accord	G/RO/N/28 30 mai 2000	
Mesures sanitaires et phytosanitaires (article 7, Annexe B)	Mesures SPS à notifier rapidement	Une fois, puis lors de modifications	G/SPS/N/TUR/4 5 octobre 2004	Directives pour la réglementation de matériaux d'emballages à base de bois dans le commerce international
Mesures sanitaires et phytosanitaires (Annexe B, paragraphe 3)	Point d'information	Ponctuelle	G/SPS/ENQ/21 21 février 2007	
Sauvegardes (article 12:6)	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/SG/N/1/TUR/3 16 juillet 2004	Copie des lois pertinentes
Sauvegardes (articles 12:1 a), 12:4 et 9)	Ouverture d'une enquête et mesure provisoire	Ponctuelle	G/SG/N/6/TUR/10 G/SG/N/7/TUR/1 G/SG/N/11/TUR/7 17 août 2006	Motocyclettes
Sauvegardes (article 12:1 a))	Ouverture d'une enquête	Ponctuelle	G/SG/N/6/TUR/6 12 janvier 2006	Chaussures

Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (voir le document de l'OMC WT/L/501 du 3 décembre 2002).

Accord OMC	Description de la prescription	Périodicité	Notification la plus récente	Remarques
Sauvegardes (article 12:1 a))	Ouverture d'une enquête	Ponctuelle	G/SG/N/6/TUR/11 23 février 2007	Montures de lunettes
Sauvegardes (article 12.1 a))	Ouverture d'une enquête	Ponctuelle	G/SG/N/6/TUR/12 12 juin 2007	Articles de voyage, sacs à main et contenants similaires
Subventions et mesures compensatoires (article 25.1) et GATT de 1994 (article XVI:1)	Subventions spécifiques	Biannuelle	G/SCM/N/123/TUR 12 janvier 2006 G/SCM/N/123/TUR/Add.1 26 janvier 2006	Nouvelle notification complète
Subventions et mesures compensatoires (article 25.11)	Mesures compensatoires prises	Biannuelle	G/SCM/N/144/Add.1 18 octobre 2006	Pas de mesures compensatoires du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2006
Subventions et mesures compensatoires (article 25.12)	Autorité compétente	Ponctuelle	G/SCM/N/18/Add.19 20 octobre 2004	
Subventions et mesures compensatoires (article 32.6)	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/SCM/N/1/TUR/3 17 avril 2000 G/SCM/N/1/TUR/3/ Suppl.3/Corr.1 12 octobre 2006	Copie des textes de loi pertinents
Obstacles techniques au commerce (article 10.1 et 10.3)	Point d'information	Une fois, puis lors de modifications	G/TBT/ENQ/29 12 mars 2007	L'Institut turc de normalisation est le point d'information.
Obstacles techniques au commerce (article 15.2)	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/TBT/2/Add.33 Juin 1991	Copie des lois pertinentes
Obstacles techniques au commerce (Annexe 3 c))	Acceptation du code	Une fois, puis lors de modifications	G/TBT/CS/N/35 Mars 1996	
GATT de 1994 (article XVII:4 a) et Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII:1)	Entreprises commerciales d'État	Annuelle	G/STR/N/7, 8/TUR 18 mars 2003	Activités commerciales de Tekel et du Croissant-Rouge turc de 1998 à 2001
GATT de 1994 (article VII) Évaluation en douane	Mise en œuvre et administration	Ponctuelle	G/VAL/N/3/TUR/1 21 septembre 2004	Renseignements sur l'application des décisions A.3 et A.4
GATT de 1994 (article VII - 22:2) Évaluation en douane	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	G/VAL/N/1/TUR/2 18 mai 2000	Dispositions d'évaluation en douane de la nouvelle loi douanière turque
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG209/N/1 21 février 2006	Accord de libre-échange entre la Turquie et le Maroc
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG203/N/1 15 septembre 2005	Accord de libre-échange entre la Turquie et la Tunisie
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG204/N/1 15 septembre 2005	Accord de libre-échange entre la Turquie et l'Organisation de libération de la Palestine

Accord OMC	Description de la prescription	Périodicité	Notification la plus récente	Remarques
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG/GEN/N/2 7 mai 2004	Accords de libre-échange entre la Turquie et l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne et la Hongrie
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG156/N/1 8 septembre 2003 WT/REG156/N/1/Corr.1 16 septembre 2003	Accord de libre-échange entre la Turquie et la Croatie
GATT de 1994 (article XXIV)	Notification d'ACR	Une fois	WT/REG157/N/1 8 septembre 2003	Accord de libre-échange entre la Turquie et la Bosnie-Herzégovine
AGCS (article III:4 ou IV:2)	Point d'information	Une fois, puis lors de modifications	S/ENQ/78/Rev.9 1 ^{er} décembre 2006	
ADPIC	Liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits	Non spécifiée	IP/N/6/TUR/1 17 mai 2000	Réponses de la Turquie
ADPIC (article 69)	Point de contact	Une fois, puis lors de modifications	IP/N/3/Rev.9 8 novembre 2005	
ADPIC (article 63:2)	Lois et réglementations	Une fois, puis lors de modifications	IP/N/1/TUR/C/1/Add.1 19 avril 2004	Copie des nouvelles lois et réglementations
Restrictions quantitatives (Décision du Conseil sur les échanges de marchandises (G/L/59))	Procédures de notification concernant les restrictions quantitatives	Tous les deux ans à compter du 31 janvier 1996	G/MA/NTM/QR/1/Add.7 16 juin 2000	Changements des restrictions quantitatives de la Turquie

Source: Documents de l'OMC.

12. La Turquie attache une grande importance au Programme de Doha pour le développement (PDD). Son principal intérêt en ce domaine est l'instauration d'un cadre des échanges équitable, concurrentiel et prévisible, d'où ont été éliminées les mesures de soutien faussant les échanges (y compris les exportations). Pour la Turquie, l'agriculture est au centre du PDD. Elle attache aussi la plus grande importance aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et sur la facilitation des échanges. Elle a créé une commission de coordination sur l'OMC, présidée par l'UFT et à laquelle participent le secteur privé et des ONG, pour suivre les questions se rapportant au PDD et déterminer la stratégie nationale dans les négociations multilatérales. En général, la Turquie tient compte de la position des CE dans les négociations à l'OMC, surtout quand il s'agit des produits non agricoles, lesquels sont intégralement couverts par son union douanière avec les CE.

13. La Turquie a été impliquée dans plusieurs affaires traitées dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC (tableau II.2). Depuis le précédent examen, la Turquie a été partie à un nouveau litige (Turquie – Mesures affectant l'importation de riz) soumis par les États-Unis; un groupe spécial a été établi le 17 mars 2006.¹⁰

¹⁰ Documents de l'OMC, série WT/DS334.

Tableau II.2

Participation de la Turquie à des procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, 1995-2007

Objet	Plaignant/défendeur	Mesures	Résultat
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Hong Kong, Chine/Turquie	Demande de consultations le 12 février 1996, au titre des articles XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS29/1).	Consultations en attente
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Inde/Turquie	Demande de consultations le 21 mars 1996 au titre des articles XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS34/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 2 février 1998 (WT/DS34/2). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 13 mars 1998 (WT/DSB/M/43). Adoption du rapport du groupe spécial le 19 novembre 1999 (WT/DS34/11). Adoption du rapport de l'Organe d'appel le 19 novembre 1999 (WT/DS34/11).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 6 juillet 2001 (WT/DS34/4)
Taxation des recettes provenant des films étrangers	États-Unis/Turquie	Demande de consultations le 12 juin 1996, au titre de l'article III du GATT (WT/DS43/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 10 janvier 1997 (WT/DS43/2). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 25 février 1997 (WT/DS/M/29).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 24 juillet 1997 (WT/DS43/3)
Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements	Thaïlande/Turquie	Demande de consultations le 20 juin 1996, au titre des articles I ^{er} , II, XI, XIII et XXIV du GATT ainsi que de l'article 2 de l'ATV de l'OMC (WT/DS47/1).	Consultations en attente
Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et en acier	Brésil/Turquie	Demande de consultations le 9 octobre 2000, au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17 de l'Accord antidumping (WT/DS208/1).	Consultations en attente
Certaines procédures d'importation visant les fruits frais	Équateur/Turquie	Demande de consultations le 31 août 2001 au titre de l'article XXII du GATT, de l'article 11 de l'Accord SPS, de l'article 6 de l'Accord sur les licences d'importation, de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et de l'article XXII de l'AGCS (WT/DS237/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 13 juin 2002 (WT/DS237/3). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 29 juillet 2002 (WT/DSB/M/130).	Notification d'une solution mutuellement acceptable le 29 novembre 2002 (WT/DS237/4)
Interdiction à l'importation d'aliments pour animaux domestiques en provenance de Hongrie	Hongrie/Turquie	Demande de consultations le 3 mai 2002 au titre de l'article XXIII du GATT, de l'article 2 de l'Accord SPS et de l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture (WT/DS256/1).	Consultations en attente
Mesures affectant l'importation de riz	États-Unis/Turquie	Demande de consultations le 2 novembre 2005, au titre des articles III et XI:1 du GATT, de l'article 2:1 de l'Accord sur les MIC, de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture (WT/DS334/1) et de divers articles de l'Accord sur les licences d'importation (WT/DS334/). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 6 février 2006 (WT/DS334/4). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 17 mars 2006 (WT/DS334/5/Rev.1).	Distribution aux parties du rapport du Groupe spécial le 8 juin 2007 et à tous les Membres en septembre 2007
Mesures antidumping définitives sur les barres d'armature en acier en provenance de Turquie	Turquie/Égypte	Demande de consultations le 6 novembre 2000 au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17.3 de l'Accord antidumping (WT/DS211/1). Demande d'établissement d'un groupe spécial le 3 mai 2001 (WT/DS211/2) et le 11 mai 2001 (WT/DS211/2/Corr.1). Décision de l'ORD d'établir un groupe spécial le 20 juin 2001 (WT/DSB/M/106). Adoption du rapport du Groupe spécial le 1 ^{er} octobre 2002 (WT/DS211/5).	Notification par les parties, lors d'une réunion du 29 août 2003, que l'affaire ne serait plus portée devant l'ORD
Mesures antidumping définitives applicables au tissu pour couvertures en provenance de Turquie	Turquie/Afrique du Sud	Demande de consultations le 9 avril 2003 au titre de l'article XXIII du GATT et de l'article 17 de l'Accord antidumping (WT/DS288/1).	Consultations en attente

Objet	Plaignant/défendeur	Mesures	Résultat
Mesures affectant les importations de manteaux de laine pour femmes et fillettes	États-Unis/Inde	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 25 avril 1996 (WT/DS32/4).	Consultations en attente
Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde	États-Unis/Inde	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 24 février 1997.	Adoption du rapport de l'Organe d'appel le 23 mai 1997 (WT/DS33/5).
Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie	Commission européenne/Argentine	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 17 novembre 2000 (WT/DS189/4).	Mise en œuvre par l'Argentine des recommandations et décisions de l'ORD (WT/DS189/8)
Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier	Commission européenne/États-Unis	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 4 juin 2002, au titre de l'article 10 du Mémoire d'accord (WT/DS248/15, WT/DS249/9, WT/DS251/10, WT/DS252/8, WT/DS253/8, WT/DS254/8, WT/DS258/12, WT/DS259/11).	Adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel respectivement en novembre et en décembre 2003
Mesures de sauvegarde provisoires à l'importation de certains produits en acier	Commission européenne/États-Unis	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 23 septembre 2002 (série WT/DS260/)	Consultations en attente
Protection des marques et des indications géographiques pour les produits agricoles et les denrées alimentaires	Australie/Commission européenne	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 2 mai 2003 au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord (WT/DS174/16 et WT/DS290/9)	Consultations en attente
Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz	États-Unis/Mexique	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 7 novembre 2003 (WT/DS295/3)	Consultations en attente
Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("Réduction à zéro")	Commission européenne/États-Unis	Demande de participation en tant que tierce partie présentée par la Turquie le 30 mars 2004	Adoption des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial le 9 mai 2006 (WT/DS294/AB/R)

Source: Secrétariat de l'OMC.

ii) Accords régionaux

a) Union douanière avec la Communauté européenne

14. L'Union douanière (UD) entre la Turquie et les CE est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996, en vertu de la Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE/Turquie (DUD), principal organe de décision de l'association. Ce dernier prévoit le libre-échange et un tarif extérieur commun (TEC) pour les produits industriels et les composants industriels des produits agricoles transformés¹¹; il n'y a pas de calendrier précis pour l'intégration de l'agriculture. Toutefois, la libre circulation des produits agricoles est considérée comme un objectif commun. La DUD couvre aussi les ADPIC et les

¹¹ Pendant une période de transition qui s'est terminée le 1^{er} janvier 2001, la Turquie avait conservé des taux de protection supérieurs à ceux spécifiés dans le TEC pour certains produits "sensibles", c'est-à-dire 290 positions à 12 chiffres du SH (automobiles de cylindrée inférieure à 2 000 cm³, bicyclettes, valises et sacs en cuir, chaussures et leurs composants, meubles, objets en porcelaine et en céramique, fils et câbles de fer et d'acier sans isolation électrique, sacs en papier et en papier-carton pour ciment et engrais).

politiques de concurrence. En outre, les deux parties ont lancé en 2000 des négociations visant à trouver des accords en matière d'échange de services et de marchés publics.¹²

15. Le champ d'application de la DUD exclut la Turquie de certains aspects essentiels du marché commun des CE: la politique agricole commune (PAC) et l'appartenance à la zone euro. À la différence des pays de l'Espace économique européen (EEE), la Turquie peut aussi faire l'objet de mesures antidumping et de mesures compensatoires prises par les CE.¹³ Ces questions sont débattues depuis le Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999.¹⁴

16. Les rapports d'association entre la Turquie et les CE ont débuté en 1963 avec le Traité d'Ankara, qui prévoyait plusieurs étapes pour permettre à la Turquie de se préparer à devenir un membre à part entière. L'échéancier de l'actuelle union douanière a été fixé par un protocole additionnel en 1973. En septembre 1971, date de l'entrée en vigueur de l'accord intérimaire sur les dispositions du protocole relatives aux échanges, les CE ont supprimé unilatéralement la totalité des droits de douane et des mesures équivalentes sur les produits désignés. Une phase de transition de 22 ans a été prévue pour la Turquie. Le 1^{er} janvier 1996, les parties ont établi l'union douanière conformément à la DUD. La Turquie a déjà adopté une grande partie de la législation des CE sur les échanges de produits manufacturés et les questions connexes. Elle a éliminé les droits de douane et impositions sur les importations de produits non agricoles originaires des CE et applique le tarif extérieur commun aux importations de ces produits en provenance de pays tiers. Il en est résulté une réduction substantielle des droits en question.

17. Au Conseil européen de Copenhague de décembre 2002, il a été décidé que "si le conseil européen de décembre 2004 décid[ait], au vu d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie rempli[ssait] les critères politiques de Copenhague¹⁵, la CE ouvr[irait] sans délai des négociations d'adhésion avec elle". À la suite d'un rapport globalement favorable, les négociations d'adhésion ont été lancées le 3 octobre 2005.¹⁶

18. La DUD a consolidé les relations commerciales entre la Turquie et les CE (chapitre I 3) i)). Le sous-secteur des textiles et vêtements représente la plus grande partie des exportations turques vers les CE; il est suivi de l'agriculture et de l'agroalimentaire, des véhicules à moteur et du matériel

¹² Il était prévu que ces négociations reprennent à l'automne 2003, mais elles font maintenant partie du processus d'adhésion de la Turquie à la CE.

¹³ En décembre 2001, la CE a ouvert une enquête antidumping sur les importations de rouleaux laminés à chaud en provenance de Turquie (entre autres). L'enquête sur les importations de tubes et de tuyaux soudés (en fer ou en aciers non alliés) a conduit à l'imposition de droits provisoires en mars 2002 (OMC, 2003).

¹⁴ Voir OMC (1998).

¹⁵ Voir OMC (2004).

¹⁶ La première phase du processus d'adhésion, l'examen analytique de l'acquis, s'est terminée en octobre 2006. La CE a estimé que la Turquie n'avait pas respecté certains engagements concernant, entre autres, les obstacles techniques au commerce, les licences d'importation, les aides de l'État et le respect des droits de propriété intellectuelle. Des progrès avaient été faits sur d'autres plans (comme la réduction des normes obligatoires). Des négociations dans les domaines de la science et de la recherche ont été amorcées, avant d'être interrompues provisoirement en juin 2006; d'autres négociations ont commencé en mars 2007 sur les mesures à l'égard des entreprises et les politiques industrielles, puis en juin 2007 sur les statistiques et le contrôle financier. En 2006, l'aide financière de préadhésion s'est élevée à 500 millions d'euros (Commission européenne, 2006).

électrique. Les principales importations en provenance des CE sont les produits chimiques, les machines électriques et les équipements de transport.

b) Accord de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE)

19. L'accord de libre-échange entre la Turquie et l'AELE est entré en vigueur le 1^{er} avril 1992 (en septembre 1992 pour l'Islande).¹⁷ Il couvre: les produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH); le poisson; les produits agricoles transformés, à l'exception de neuf positions tarifaires à six chiffres, dont le mannitol, le sorbitol, la caséine, les œufs, la lactalbumine et la dextrine. L'accord couvre aussi la propriété intellectuelle, la concurrence, les aides de l'État et les mesures antidumping. Il repose sur un modèle asymétrique, similaire à l'accord de la Turquie avec les CE. Depuis le 1^{er} janvier 1993, la Turquie accorde aux importations de produits non agricoles provenant des pays de l'AELE le même régime tarifaire qu'aux importations originaires des CE. Elle a exonéré de droits de douane le poisson et les produits de la pêche importés de l'AELE. Les échanges de produits agricoles transformés sont régis par le même système qu'entre la Turquie et les CE, c'est-à-dire que le prélèvement au titre du Fonds pour la construction d'immeubles d'habitation (MHF) effectué sur les composants agricoles des produits agricoles transformés a été réduit le 1^{er} janvier 1999 pour atteindre les objectifs en matière de composants agricoles. Le 1^{er} avril 1992, les pays de l'AELE ont aboli tous les droits de douane et tous les prélèvements ayant un effet équivalent sur les importations de produits non agricoles en provenance de Turquie, à l'exception des produits textiles et des vêtements; les droits frappant ces produits ont été éliminés le 1^{er} janvier 1996.

20. En 2006, l'accord couvrait quelque 99 pour cent des importations turques de marchandises en provenance de l'AELE et 90 pour cent des exportations turques vers l'AELE (les unes et les autres étaient donc soumises à des droits nuls ou réduits). En 2006, on estimait le commerce total de marchandises entre l'AELE et la Turquie à environ 5,8 milliards de dollars EU (contre 2,918 milliards de dollars EU en 2002); les ventes de la Turquie étaient surtout composées de textiles, de véhicules ainsi que de produits en fer ou en acier (à peu près 1,2 milliard de dollars EU), alors que les achats comprenaient principalement des machines, des appareils mécaniques et des produits pharmaceutiques. La Turquie représente 0,7 pour cent du commerce extérieur total de l'AELE.¹⁸

c) Partenariat euroméditerranéen

21. En novembre 1995, les CE et 12 partenaires riverains de la Méditerranée ont lancé le Partenariat euroméditerranéen¹⁹, un projet politique, économique et social qui vise à établir une "zone de prospérité partagée", avec notamment l'instauration d'ici à 2010 d'une zone de libre-échange euroméditerranéenne. Il doit être réalisé au moyen d'accords d'association euroméditerranéens négociés entre les CE et ses partenaires méditerranéens et d'accords de libre-échange entre ces derniers. Dans ce cadre, la Turquie a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec l'Égypte, Israël, le Maroc, la Tunisie, l'Autorité palestinienne et la Syrie, et négocie actuellement avec la Jordanie et le Liban (voir la section iii) ci-dessous). Les échanges de la Turquie avec ses partenaires

¹⁷ L'AELE comprend l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

¹⁸ Informations en ligne de l'AELE. Adresse consultée: http://secretariat.efta.int/Web/News/turkey_jc [1^{er} juin 2007].

¹⁹ Le Partenariat euroméditerranéen compte actuellement 37 membres: 27 États de la CE et dix partenaires méditerranéens. Les premiers membres étaient l'Algérie, Chypre, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. La Libye a le statut d'observateur (depuis 1999).

méditerranéens sont passés de 2,5 milliards d'euros en 1995 à plus de 8 milliards d'euros en 2006; les combustibles et les produits manufacturés en constituent l'essentiel.²⁰

d) Organisation de coopération économique (OCE)

22. L'Organisation de coopération économique (OCE) est une organisation régionale intergouvernementale, instituée en 1985 par l'Iran, le Pakistan et la Turquie pour favoriser un développement socioéconomique durable des États membres. L'OCE a succédé à la Coopération régionale pour le développement (CRD), qui avait opéré de 1964 à 1979. En 1992, elle s'est agrandie en accueillant sept nouveaux membres: l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan. L'OCE a lancé divers projets dans des secteurs de coopération prioritaires, parmi lesquels l'énergie, le commerce, le transport, l'agriculture et la lutte contre la drogue.

23. Le 6 mars 2000, un accord-cadre a été signé dans le but de renforcer les échanges entre les membres de l'OCE. Après trois ans de travaux préparatoires, l'accord commercial OCE (ECOTA) a été finalisé et signé, le 17 juillet 2003, entre l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan et la Turquie. Il prévoit que les droits de douane soient réduits (d'au moins 10 pour cent par an) et ne dépassent pas 15 pour cent dans un délai maximum de huit ans suivant son entrée en vigueur. L'ECOTA comporte des dispositions contraignantes qui visent notamment les monopoles d'État, les aides publiques, la protection des droits de propriété intellectuelle, les mesures de dumping et contre le dumping ainsi que l'élimination des restrictions quantitatives aux échanges. L'ECOTA n'est pas encore totalement opérationnel, car il doit être ratifié par tous les pays signataires.²¹

e) Coopération économique de la mer Noire (CEMN)

24. L'accord de coopération économique de la mer Noire (CEMN) a pour objectif d'améliorer et de diversifier les relations économiques et commerciales entre les onze pays membres.²² Il prévoit une coopération dans divers domaines, mais pas encore de concessions tarifaires préférentielles. Les domaines de coopération comprennent la banque et la finance ainsi que l'échange de données statistiques et d'informations économiques relatives à l'énergie, aux transports, aux télécommunications, au commerce et à l'industrie, à l'agriculture et à l'agro-industrie, à la protection de l'environnement, au tourisme, à la science et à la technologie. Dans ce contexte, la Banque de commerce et de développement de la mer Noire est devenue opérationnelle en 1999. Le 7 février 1997, une déclaration d'intention a été adoptée en vue de la création d'une zone de libre-échange dans le cadre de la CEMN. Ce texte envisage l'examen des moyens d'établir progressivement cette zone en tenant compte des liens actuels et futurs de chaque pays avec les CE.

²⁰ Informations en ligne de la CE. Adresse consultée: <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO06/139&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=fr> [1^{er} juin 2007].

²¹ La procédure de ratification est achevée en Afghanistan, au Pakistan, au Tadjikistan et en Turquie, mais pas en Iran.

²² La déclaration au titre de la CEMN a été signée le 25 juin 1992. Les membres fondateurs étaient: l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Fédération de Russie, la Géorgie, la Grèce, Moldova, la Roumanie, la Turquie et l'Ukraine.

iii) Accords bilatéraux

25. En vertu de la DUD, la Turquie a signé plusieurs accords commerciaux bilatéraux afin d'aligner son régime d'échanges sur celui des CE. Ses accords de libre-échange avec la Bulgarie, la Lettonie, la Hongrie, la Lituanie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie ont expiré quand ces pays sont devenus membres des CE.²³ La Turquie participe actuellement à neuf accords bilatéraux, dont six sont entrés en vigueur pendant la période considérée (accords avec l'Autorité palestinienne, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, le Maroc, la Syrie et la Tunisie); les négociations avec l'Albanie ont été menées à bien et l'accord devrait entrer en vigueur dans le courant de 2007 (tableau II.3).²⁴

Tableau II.3
Accords commerciaux bilatéraux^a en 2007

Pays	Date de l'accord	Entrée en vigueur	Principales importations et exportations turques visées par l'accord ^b
Israël	14.3.1996	1.5.1997	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète le 1 ^{er} janvier 2000
Macédoine (ex-République yougoslave de)	7.9.1999	1.9.2000	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2008
Croatie	13.3.2002	1.7.2003	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2007
Bosnie-Herzégovine	3.7.2002	1.7.2003	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2007
Autorité palestinienne	20.7.2004	1.6.2005	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} juin 2005
Tunisie	25.11.2004	1.7.2005	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} juillet 2014
Maroc	7.4.2004	1.1.2006	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2015
Syrie	22.12.2004	1.1.2007	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2019
Égypte	27.12.2005	1.3.2007	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète pour le 1 ^{er} janvier 2020
Albanie	22.12.2006	En attente de ratification	Réduction progressive des droits sur les produits industriels; élimination complète la cinquième année suivant l'entrée en vigueur de l'accord

a Tous les accords comportent des dispositions sur le droit d'établissement et l'offre de services, la fiscalité interne, l'ajustement structurel, le dumping, les monopoles d'État, les règles d'origine, les paiements, les règles de concurrence, les aides de l'État, les difficultés de balance des paiements, la protection de la propriété intellectuelle et les marchés publics.

b Voir le tableau III.1 pour des précisions sur les règles d'origine pertinentes et le tableau III.5 pour le champ d'application et la marge préférentielle.

Source: Informations communiquées par les autorités turques.

26. Les accords bilatéraux de la Turquie suivent un modèle standard basé sur les préférences de chaque partie avec les CE. En vertu de ces accords, les échanges bilatéraux de produits industriels ont été libéralisés à la fin de la période de transition, tandis que des concessions mutuelles sont accordées pour certains produits agricoles, bruts et transformés (chapitre III 2) iii) e)). En outre, des négociations sont en cours avec, notamment, le Conseil de coopération du Golfe (CCG)²⁵, les îles

²³ Voir OMC (2004) et OMC (2007).

²⁴ Les procédures de ratification interne sont en cours.

²⁵ Les membres du CCG sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Oman et le Qatar.

Féroé, la Géorgie, la Jordanie, le Liban et le Monténégro; des entretiens exploratoires ont également eu lieu avec le Chili, le Mexique, l'Ukraine et l'Union douanière sud-africaine (SACU).²⁶

iv) Autres accords commerciaux préférentiels

27. En vertu de la DUD, le Système généralisé de préférences (SGP) de la Turquie se fonde sur celui des CE. Dans le régime SGP de la Turquie, des préférences sont accordées à certains produits non agricoles, dont des matières premières et des produits semi-finis. Les produits couverts par le régime sont classés en fonction de leur "sensibilité". Les droits sur les produits non sensibles sont entièrement éliminés, alors que ceux sur les produits sensibles sont réduits. La réduction est en général de 3,5 points par rapport au droit NPF, mais, pour les chapitres 50 à 63 du SH, elle est de 20 pour cent. De plus, quand le schéma SGP des CE prévoit des réductions tarifaires préférentielles de plus de 3,5 points sur des produits sensibles, ce sont ces réductions plus élevées qui s'appliquent. Les droits sont éliminés pour les pays les moins avancés, au titre de l'initiative "Tout sauf les armes" lancée par les CE. À l'instar des CE, la Turquie accorde des préférences supplémentaires à 15 pays sélectionnés dans le cadre des accords spéciaux d'incitation au développement durable et à la bonne gouvernance.²⁷ La liste des pays bénéficiaires du SGP de la Turquie est indiquée chaque année dans les annexes du régime d'importation de la Turquie.

28. Les exportations turques bénéficient d'un traitement préférentiel au titre des schémas SGP du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande. En vertu des préférences accordées par la Fédération de Russie, les importations en provenance de Turquie sont assujetties à des droits représentant 75 pour cent des taux NPF sur tous les produits, sauf ceux qui figurent sur une liste négative. Les États-Unis exonèrent de droits 744 produits.²⁸

29. La Turquie n'est pas membre de l'accord entre pays en développement sur le Système global de préférences commerciales (SGPC).

4) CADRE D'INVESTISSEMENT

30. Le 11 décembre 2001, le décret relatif à l'amélioration des conditions d'investissement en Turquie a été édicté dans le cadre de la stratégie nationale qui vise à augmenter les investissements d'origine nationale et étrangère en rendant l'environnement commercial plus attractif, en augmentant le niveau général des revenus et de la productivité et en renforçant la compétitivité. Le décret a aussi institué le Conseil de coordination pour l'amélioration des conditions d'investissement et des sous-commissions techniques, afin de recenser et de supprimer les barrières réglementaires et administratives à l'investissement privé qui subsistent. Depuis lors, les autorités ont pris plusieurs mesures législatives pour améliorer encore le climat des affaires et le contexte des investissements, y

²⁶ Les membres de la SACU sont l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie, et le Swaziland.

²⁷ Ces pays sont: la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Géorgie, le Guatemala, le Honduras, Moldova, la Mongolie, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, Sri Lanka et le Venezuela.

²⁸ La Turquie bénéficie aux États-Unis de ce que l'on appelle des "dérogations à l'exclusion au titre de la compétitivité". Ces dérogations permettent à certains produits en provenance de certains pays d'être importés en franchise de droits aux États-Unis sans être soumis à un plafonnement de la part de marché et des importations annuelles. En 2006, les exportations turques vers les États-Unis au titre du schéma SGP ont légèrement dépassé 1 milliard de dollars EU (informations en ligne du Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/index.html>).

compris, en 2003, l'adoption de la Loi n° 4875 sur l'investissement étranger direct et, en juin 2006, la création de l'Agence turque de soutien et de promotion des investissements. Cependant, certaines restrictions aux investissements étrangers dans le domaine foncier ont été introduites ces dernières années. En outre, plusieurs secteurs demeurent sujets à des restrictions en matière d'IED (tableau II.4).

Tableau II.4
Restrictions sur les investissements directs étrangers en 2007

Secteurs	Fondement juridique	Restriction
Radio et télédiffusion	Loi n° 3984 sur l'établissement d'installations de radio et de télévision et sur la radiodiffusion	Participation étrangère limitée à 25%.
Aviation	Loi n° 2920 sur l'aviation civile SHY-6A (Règlement sur les activités de transport aérien commercial) SHY-22 (Règlement sur les services d'escale)	Participation étrangère limitée à 49%. Les licences d'exploitation de compagnies aériennes sont réservées aux entreprises de droit turc, contrôlées par des citoyens turcs et dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs. Les compagnies aériennes à capital majoritairement contrôlé par des étrangers n'ont pas le droit de transporter des passagers entre deux aéroports nationaux. Pour obtenir des licences de services d'escale, l'administration et la représentation autorisées de l'entreprise doivent être majoritairement turques. Les statuts de l'entreprise doivent garantir que les voix des actionnaires majoritaires reviennent à des citoyens turcs.
Transport maritime	Loi n° 815 sur le cabotage, Code du commerce n° 6762	Participation étrangère limitée à 49%. Le cabotage est réservé aux transporteurs battant pavillon turc. L'immatriculation des navires marchands est réservée aux entreprises de droit turc, contrôlées par des citoyens turcs et dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs.
Services portuaires	Loi n° 815 sur le cabotage, Code du commerce n° 6762, Loi n° 4046 sur la privatisation et Loi n° 5189 du 16 juin 2004	Les services portuaires sont assurés dans le cadre d'accords de concession.
Pêche	Loi n° 1380 sur la pêche, Arrêté n° 6710 sur les produits de la pêche, Code du commerce n° 6762	Les étrangers ne peuvent obtenir de licences de pêche. Les bateaux de pêche qui appartiennent à des étrangers ne peuvent être immatriculés en Turquie en tant que bateaux de pêche que s'ils appartiennent à des citoyens turcs ou à des sociétés dont la majorité des actions avec droit de vote appartient à des citoyens turcs.
Comptabilité, audit et tenue de livres	Loi n° 3568 de 1989 sur les services de comptabilité, de conseils financiers et de conseils financiers certifiés	Autorisation spéciale requise. Des conseillers financiers étrangers ressortissants de pays où les principes de la profession de conseil financier sont codifiés officiellement peuvent, sous réserve de réciprocité, être agréés par décision du Premier Ministre sur proposition du Ministère des finances, à condition d'avoir les qualifications requises pour les conseillers financiers turcs et d'avoir le droit d'offrir des services similaires dans leur propre pays.
Secteur financier	Loi n° 5411 sur les banques, Loi n° 5464 sur les cartes bancaires et les cartes de crédit, Décret-loi n° 90 sur les activités de prêt, Loi n° 2499 sur le marché des capitaux, modifiée par les Lois n° 3794 et 4487 et les communiqués pertinents; Loi n° 3226 sur le crédit-bail; Loi n° 5684 sur la supervision des services d'assurance	Autorisation spéciale requise. L'autorisation d'établir une banque, qui doit prendre la forme d'une société anonyme, ou d'ouvrir en Turquie la première succursale d'une banque étrangère, est donnée par une décision de l'Autorité de régulation et de contrôle des banques. Seules les institutions d'intermédiation (dont les banques) établies en Turquie et agréées par le Conseil du marché des capitaux peuvent exercer des activités liées aux valeurs mobilières; toutefois, les banques ne peuvent opérer sur la Bourse d'Istanbul. Seuls les banques agréées, les compagnies d'assurance et les intermédiaires en valeurs mobilières non bancaires sont habilités à créer des fonds communs de placement; seules les caisses de retraite privées établies en Turquie sont habilitées à créer des fonds de pension. Les membres du conseil d'administration d'une société d'investissement doivent être en majorité turcs. Les services de gestion de portefeuille et de conseils en placement peuvent être assurés par des intermédiaires en valeurs mobilières non bancaires, par des banques qui n'acceptent pas de dépôts et par des sociétés de gestion de patrimoine établies en Turquie.

Secteurs	Fondement juridique	Restriction
Pétrole	Loi n° 6326 sur le pétrole et Loi n° 5015 sur le marché du pétrole	<p>Dans le secteur de l'assurance, la présence commerciale étrangère ou celle de personnes physiques étrangères dans les services auxiliaires à l'assurance ne sont autorisées que pour l'offre de services de conseil et de gestion des risques. L'établissement en Turquie d'une compagnie d'assurance ou de réassurance et l'ouverture d'une filiale de compagnie d'assurance ou de réassurance étrangère sont subordonnés à l'accord préalable du Ministère d'État auquel est rattaché le Sous-Secrétariat au Trésor. Les mesures relatives aux autorisations spéciales s'appliquent dans les mêmes conditions aux investisseurs nationaux et étrangers.</p> <p>Autorisation spéciale requise. Les entreprises étrangères peuvent investir sans restriction dans la commercialisation et la vente de produits pétroliers. Elles peuvent investir dans la prospection et l'exploitation, à condition de ne pas être contrôlées ou détenues par un État étranger (le Conseil des Ministres peut lever cette restriction). Les activités en rapport avec le pétrole peuvent être effectuées par l'intermédiaire de sociétés anonymes de droit turc ou de filiales locales de sociétés anonymes de droit étranger. Pour investir dans le raffinage, le transport par oléoducs et le stockage, l'agrément de l'Autorité de régulation du marché de l'énergie est nécessaire.</p>
Industries extractives	Loi n° 3213 sur les industries extractives	Autorisation spéciale requise. Les étrangers ne peuvent investir que par l'intermédiaire de sociétés de droit turc.
Transactions foncières	Loi n° 2644 sur les titres de propriété foncière	En Turquie, les personnes morales et physiques étrangères peuvent acquérir des terrains conformément au principe de réciprocité; toutefois, l'acquisition de superficies comprises entre 2,5 et 30 hectares est soumise à l'autorisation du Conseil des Ministres.
Électricité	Loi n° 4628 sur le marché de l'électricité	Une société ne peut détenir une part de marché qui lui permette d'exercer un contrôle sur les sous-secteurs de la production, de la transmission et de la distribution d'électricité.
Éducation	Loi n° 5580 sur les établissements éducatifs privés. Législation sur les fondations.	Les personnes physiques ou morales étrangères ne peuvent créer des établissements éducatifs que si tous les étudiants sont étrangers. Les personnes morales ou physiques peuvent créer des établissements internationaux d'enseignement privé avec l'accord du Conseil des Ministres. Dans les établissements d'enseignement supérieur, les organes administratifs doivent comprendre une majorité de citoyens turcs.
Bureaux privés de placement	Loi n° 4904	Les personnes ayant autorité pour représenter des personnes physiques et morales souhaitant établir des bureaux privés de placement, agir pour leur compte et les gérer, doivent être de nationalité turque. Une société étrangère peut être créée à condition que la personne habilitée à la représenter en Turquie soit de nationalité turque.

Source: Informations communiquées par les autorités turques.

31. La Loi de 2003 sur l'investissement étranger direct a pour dispositions essentielles: i) la liberté d'investir (toutes les prescriptions antérieures en ce domaine – l'examen et l'autorisation des investissements étrangers, le transfert de titres, le plafonnement des participations étrangères – ont été supprimées); ii) la réaffirmation dans un seul document des droits actuellement garantis aux investisseurs étrangers; iii) l'adoption des normes internationales pour la définition de "l'investisseur étranger" (élargie aux Turcs vivant à l'étranger et aux organisations internationales) et de "l'investissement étranger direct" (élargie à toutes les catégories possibles d'actifs); et iv) la réorientation de la politique en la matière, caractérisée par l'abandon du contrôle *ex ante* au profit d'une stratégie de promotion et de soutien, s'accompagnant d'un minimum de contrôle *ex post*, pour améliorer de plus en plus les conditions offertes aux investisseurs dans l'intérêt de la croissance et du développement. La loi garantit le traitement national et les droits des investisseurs. Toutes les sociétés fondées selon les règles du Code du commerce turc (y compris les entreprises étrangères existantes et nouvellement établies) sont considérées comme des sociétés turques. On leur applique

donc l'égalité de traitement, tant pour les droits que pour les responsabilités, conformément à la Constitution et aux autres lois.²⁹

32. Le 12 juin 2002, le Parlement a voté une loi qui ramène à un jour le délai d'immatriculation d'une société et réduit le nombre de documents exigés; elle a été publiée le 17 juin 2003 au Journal officiel. La Loi sur l'arbitrage international (n° 4686), promulguée en juillet 2001, prévoit de résoudre par ce moyen les litiges liés aux contrats de concession de service public quand une entité étrangère est impliquée. En 2005, un nouveau code pénal, le Code de procédure pénale et la Loi sur l'exécution des sentences sont entrés en vigueur. En 2006, la Loi sur l'accès à l'information a été modifiée pour permettre aux citoyens de contester le rejet d'une demande d'information par toute administration publique. En juin 2006, la Loi contre le terrorisme a été amendée en réponse à l'aggravation intervenue en ce domaine. La Turquie a adhéré en 2004 au Groupe d'États contre la corruption (GRECO), qui a pour objectif de renforcer la capacité de ses membres à combattre la corruption en s'assurant qu'ils respectent les normes en la matière fixées par le Conseil de l'Europe. En juin 2006, la Convention des Nations Unies contre la corruption est entrée en vigueur en Turquie.

33. Dans presque tous les secteurs de l'économie turque, une société peut être détenue à 100 pour cent par des étrangers. Les exceptions sont: i) la radio et télédiffusion, où les actionnaires étrangers ne peuvent détenir plus de 25 pour cent du capital; ii) l'aviation et les services maritimes dans le cadre de contrats de concession, où la participation est limitée à 49 pour cent; iii) la pêche, où les étrangers ne peuvent obtenir une licence. L'acquisition par des étrangers de terrains d'une superficie comprise entre 2,5 et 30 hectares est subordonnée à l'accord du Conseil des Ministres. Une autorisation spéciale est requise, dans le cadre de lois particulières (tableau II.4), pour les services de comptabilité, d'audit et de tenue des livres, les bureaux privés de placement et pour s'établir dans les secteurs de la finance, du pétrole, des industries extractives, de l'électricité et de l'éducation.

34. Les investisseurs bénéficient de divers dispositifs incitatifs, dont les conditions d'obtention sont les mêmes pour les étrangers et les nationaux; il s'agit d'exonérations de droits de douane et de taxes ainsi que de crédits bonifiés (chapitre III 2) ii) c) et III 3) iv)). Aucune mesure d'incitation n'est réservée exclusivement aux investisseurs étrangers ou nationaux. L'autorisation obligatoire du Sous-Secrétariat au Trésor pour les investissements directs à l'étranger d'un montant supérieur à 5 millions de dollars EU a été supprimée le 30 décembre 2006.³⁰ Désormais, les résidents turcs qui souhaitent investir à l'étranger, y créer une société ou une filiale ou s'y associer sont libres d'exporter des capitaux en numéraire, par voie bancaire ou en nature, conformément à la réglementation douanière.

35. Selon l'indice des restrictions réglementaires globales à l'IED établi par l'OCDE, les sous-secteurs les plus touchés en Turquie sont le transport aérien et maritime, puis l'électricité.³¹ Le secteur le plus libéral est l'industrie manufacturière, de même que certains sous-secteurs de services

²⁹ Cela englobe le traitement national, la garantie de ne pas être exproprié sans dédommagement, les transferts de fonds, l'accès à la propriété foncière, le droit d'expatrier du personnel et l'accès à un arbitrage international ou à toute autre voie de règlement d'un litige.

³⁰ Décision du Conseil des Ministres publiée au Journal officiel n° 26392.

³¹ Le degré de restriction est mesuré sur une échelle de 0 à 1, où 0 représente une ouverture complète et 1 l'interdiction des investissements étrangers directs. L'indice des restrictions réglementaires de l'OCDE concerne trois grandes catégories de restrictions: limites à la propriété étrangère, procédures de contrôle ou de notification, et contraintes de gestion et d'exploitation. Il a surtout pour but de mesurer les différences par rapport au traitement national, c'est-à-dire la discrimination à l'encontre des investissements étrangers.

comme les télécommunications, l'assurance et une partie des services aux entreprises (tableau II.5). Depuis 1998, la Turquie est le pays de l'OCDE qui a supprimé le plus de restrictions sur les participations étrangères au capital des sociétés.³²

Tableau II.5
Indice de l'effet restrictif de la réglementation turque concernant l'IED^a en 2006

	Turquie	Moyenne OCDE ^b	Moyenne hors OCDE ^c
Services aux entreprises			
Services juridiques	0,250	0,221	0,271
Comptabilité	0,150	0,196	0,175
Architecture	0,100	0,094	0,148
Ingénierie	0,100	0,094	0,075
Total	0,150	0,152	0,175
Télécommunications			
Fixes	0,100	0,198	0,229
Mobiles	0,100	0,143	0,206
Total	0,100	0,184	0,223
Construction	0,100	0,074	0,098
Distribution	0,100	0,072	0,140
Services financiers			
Assurance	0,100	0,135	0,206
Banque	0,150	0,157	0,211
Total	0,150	0,152	0,210
Hôtels et restaurants	0,100	0,072	0,071
Transport			
Aérien	0,500	0,443	0,461
Maritime	0,500	0,280	0,246
Routier	0,100	0,106	0,188
Total	0,416	0,299	0,305
Électricité	0,400	0,326	0,536
Industrie manufacturière	0,100	0,076	0,119
Total	0,173	0,148	0,189

a 1 = fermé; 0 = ouvert.

b Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

c Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine (R.P.), Estonie, Fédération de Russie, Inde, Israël, Lettonie, Lituanie, Roumanie et Slovaquie.

Source: OCDE (2006), *OECD's FDI Regulatory Restrictiveness Index: Revision and Extension to More Economies*. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/4/36/37818075.pdf>.

36. La Turquie a signé 79 accords bilatéraux (66 au moment du précédent examen) pour promouvoir et protéger les investissements étrangers directs; jusqu'à présent, 62 seulement sont en vigueur.³³

³² OCDE (2006).

³³ Afghanistan, Albanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique/Luxembourg, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine (R.P.), Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Indonésie,

37. Depuis 1987, la Turquie est membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Elle a aussi adhéré, en 1991, à la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères³⁴ et à la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.³⁵

Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Lituanie, Macédoine (ex-République yougoslave de), Malaisie, Malte, Maroc, Moldova, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République islamique d'Iran, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Syrie, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan et Ukraine.

³⁴ Loi n° 3731 du 21 mai 1991.

³⁵ Loi n° 3730 du 21 mai 1991.